

# #Réinventer Luxembourg

## Huitième édition des Journées de l'économie



L'évènement a réuni près de 500 personnes venues écouter et échanger avec les acteurs politiques, entrepreneurs et économistes présents.

Les signaux de sortie de crise se multiplient dans le monde et en Europe. La croissance est de retour, mais les défis auxquels devra faire face le Luxembourg sont de taille : réforme de la TVA sur le commerce en ligne, échange automatique d'informations à partir de 2015, présence d'un chômage structurel, dette publique en hausse... Comment dès lors construire une croissance durable ?

Cette question était au centre des Journées de l'économie tenues les 4 et 5 février 2014 à la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg. L'évènement a réuni près de 500 personnes venues écouter et échanger avec les acteurs politiques, entrepreneurs et économistes présents.

La première demi-journée, axée sur la politique économique, a permis aux intervenants de s'exprimer sur la situation du pays et d'analyser les mesures et réformes annoncées par le nouveau gouvernement. Lors de la seconde demi-journée, le débat s'est focalisé sur les opportunités de développement que représente l'export et sur la nécessité de fédérer acteurs publics et privés pour promouvoir le Luxembourg.

Pour lancer les débats, Didier Mouget, Managing Partner, PwC Luxembourg, a dressé le tableau du pays en s'appuyant sur les principaux indicateurs économiques. « Après six années de crise, la croissance est de retour, avec 1,3% de croissance estimée en 2014 et 1,6% en 2015. » La dette publique, attendue à 28,7% en 2015, reste très en deçà de la moyenne européenne. La tendance est cependant à la hausse depuis plusieurs années.

Alors que le pays va devoir affronter un « choc budgétaire » causé par la perte des recettes de la TVA

sur le commerce en ligne prévue à partir de 2015 et la lutte contre les déficits pour revenir à l'équilibre, Etienne Schneider, Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, a exposé sa feuille de route. Pour contrecarrer l'impact de la rigueur budgétaire et améliorer la compétitivité du pays, le gouvernement de coalition a élaboré une stratégie globale de réformes. L'objectif est de « faire plus avec moins de moyens ».

Les acteurs du monde économique estiment que les annonces du gouvernement vont dans le bon sens, mais ils attendent maintenant leur mise en place. Robert Dennewald, président de la Fedil souligne ainsi que « le coût salarial unitaire a augmenté de 20% au Luxembourg quand il n'a augmenté que de 10% en Allemagne. Le coût de l'énergie, quatre fois moins élevé aux Etats-Unis, et le coût des terrains pénalisent les entreprises industrielles luxembourgeoises. »

Faire savoir le savoir-faire luxembourgeois et promouvoir la diversité du pays sur la scène internationale, tels sont les nouveaux enjeux du Grand-Duché. Venue présenter l'exemple de la Suède en matière de « nation branding », Annika Rembe, directrice générale de la Swedish Institute, explique : « Différentes entités, publiques et privées, chacune spécialisée dans son domaine (tourisme, industrie, diplomatie, recherche...) œuvraient à la promotion de la Suède. Nous avons décidé de créer un organisme chargé de fédérer ces entités pour travailler ensemble sur une approche unique de nation branding. » Photo : Arnaud de Villenfagne